



CHAPITRE 48

CHAPTER 48

LOI CONCERNANT LA NOMINATION DES CONSTABLES ET DES CONSTABLES SPÉCIAUX

AN ACT RESPECTING THE APPOINTMENT OF CONSTABLES AND SPECIAL CONSTABLES

Titre abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de la nomination des constables*. S. R. 1925, c. 169, a. 1.

1. This act may be cited as the *Constables' Appointment Act*. R. S. 1925, c. 169, s. 1.

Nomina-
tion de
consta-
bles.

2. Tout juge de la Cour du banc du roi ou de la Cour supérieure et tout juge des sessions, magistrat de police, magistrat de district, recorder et juge de paix peuvent nommer, par écrit en duplicata, et assermenter des constables ou des constables spéciaux, qui exercent tous les pouvoirs et autorité, jouissent des mêmes privilèges et immunités, remplissent les mêmes devoirs et sont astreints à la même responsabilité que tout constable ordinaire dans toute l'étendue de la juridiction du juge, ou du magistrat, ou du recorder qui a fait la nomination. S. R. 1925, c. 169, a. 2.

2. Every judge of the Court of King's Bench, or of the Superior Court, and every judge of the sessions, police magistrate, district magistrate, recorder or justice of the peace, may, by a writing in duplicate, appoint and swear in constables or special constables, who shall exercise the same powers and authority, enjoy the same privileges and immunities, discharge the same duties, and be subject to the same responsibility as any ordinary constable in the whole extent of the territory under the jurisdiction of the judge, the magistrate or the recorder by whom he was appointed. R. S. 1925, c. 169, s. 2.

Consente-
ment.

3. Aucune telle nomination ne peut être faite sans le consentement préalable écrit du procureur général, sauf dans les cas suivants :

3. No such appointment may be made without the previous consent in writing of the Attorney-General, save in the following cases :

Excep-
tions.

1° Constables nommés en vertu des articles 207, 249 ou 381 de la Loi des tribunaux judiciaires (chap. 15), ou de l'article 19 de la Loi de la police et du bon ordre (Statuts refondus, 1925, chapitre 168) ;

1. Constables appointed under section 207, 249 or 381 of the Courts of Justice Act (Chap. 15) or section 19 of the Police and Good Order Act (Revised Statutes, 1925, chapter 168.) ;

2° Constables nommés par un conseil ou autre autorité municipale, en vertu de la loi générale ou de la charte spéciale qui le régit, pour faire partie de la force de police de la municipalité ;

2. Constables appointed by a municipal council or other municipal authority under the general law or the special charter by which it is governed, to form part of the municipal police force ;

3° Constables nommés en vertu des dispositions d'une loi du Canada. S. R. 1925, c. 169, a. 3.

3. Constables appointed under any act of the Parliament of Canada. R. S. 1925, c. 169, s. 3.

Serment.

4. Avant d'agir comme tel, tout constable ou tout constable spécial ainsi nommé, doit prêter et souscrire, en double, devant la personne qui l'a nommé, le serment suivant :

"Je, A. B., jure que je servirai bien fidèlement Sa Majesté le roi, comme constable, (*ou* comme constable spécial, *selon le cas*) pour (*désigner l'endroit où le constable doit exercer ses fonctions*), sans faveur, affection, malice ou mauvaise volonté; que je ferai tout mon possible pour maintenir la paix et le bon ordre, et prévenir toutes les infractions contre les personnes et contre les propriétés des sujets de Sa Majesté, et que, tant que je demeurerai en office, je remplirai au meilleur de mes capacités et connaissances tous les devoirs de ma charge, conformément à la loi.

Ainsi Dieu me soit en aide! et j'ai signé.

(*Signature du constable.*)

Assermenté devant moi, à
ce jour de 19 . .

(*Signature de la personne qui reçoit le serment.*)"

Signature.

Ce serment est consigné par écrit et signé en double par le constable et par celui qui le reçoit. S. R. 1925, c. 169, a. 4.

Certificats.

5. Les duplicata de chacun des certificats de nomination et de prestation du serment sont déposés sans délai par la personne qui a fait la nomination et par celle devant laquelle le serment a été prêté, entre les mains du greffier de la paix du district; et ce dernier est tenu de transmettre un double de chacun de ces documents au procureur général dans les trente jours du dépôt.

Registre spécial.

Le greffier de la paix doit tenir un registre spécial dans lequel il inscrit les noms, prénoms et adresse du constable nommé, la date de la nomination, le nom de la personne qui l'a faite, la date de la prestation du serment et le nom de celui qui l'a reçu, et la date de transmission au procureur

4. Before acting as such, every constable or special constable so appointed, must take and subscribe to, in duplicate, before the person appointing him, the following oath :

"I, A. B., do swear that I will well and truly serve our Sovereign Lord the King in the office of constable (*or* special constable, *as the case may be*), for the (*here indicate the place in which the constable is to exercise his functions*), without favor or affection, malice or ill-will; and that I will, to the best of my power, cause the peace to be kept and preserved, and will prevent all offences against the persons and properties of His Majesty's subjects, and that, while I continue to hold the said office, I will, to the best of my skill and knowledge, discharge all the duties thereof faithfully according to law : So help me God ; and I have signed.

(*Signature of Constable.*)

Sworn before me, at
this day of
19 . .

(*Signature of the person administering the oath.*)"

Such oath must be reduced to writing, and signed in duplicate by the constable and the person by whom it was administered. R. S. 1925, c. 169, s. 4. Signature.

5. Both duplicates of each such certificate of appointment and taking of the oath shall be deposited forthwith by the person administering the oath, with the clerk of the peace of the district ; and the latter shall be bound to forward one duplicate of each of such documents to the Attorney-General, within thirty days of the deposit thereof. Certificate.

The clerk of the peace shall keep a special register, in which shall be entered the name, Christian name and address of every constable appointed, the date of such appointment, the name of the person making the same, the date of the taking of the oath and the name of the person ad- Register.

général d'un double de chacun de ces deux documents. S. R. 1925, c. 169, a. 5.

ministering the same, and the date of the forwarding of the duplicate of each of such documents to the Attorney-General. R. S. 1925, c. 169, s. 5.

Insigne.

6. Tout constable doit porter un insigne indiquant clairement qu'il est constable ou constable spécial, selon le cas. S. R. 1925, c. 169, a. 6.

6. Every constable must wear a badge, clearly indicating that he is a constable, or special constable, as the case may be. R. S. 1925, c. 169, s. 6.

Défense de porter certains insignes.

7. Il est défendu à toute personne d'avoir en sa possession ou de porter un insigne de constable de la police provinciale ou de détective provincial ou tout autre insigne portant les mots "police provinciale" ou "détective provincial" ou tous autres mots, initiales ou inscriptions de même sens, et pouvant permettre à qui que ce soit de supposer ou croire que le porteur ou le possesseur de cet insigne fait partie du corps de la police provinciale, ou est un détective au service du gouvernement de la province, à moins qu'il ne fasse partie dudit corps de police provinciale ou qu'il ne soit un détective au service de la province. S. R. 1925, c. 169, a. 7.

7. It is forbidden for any person to have in his possession or to wear a badge of a constable of the provincial police or of a provincial detective, or any other badge bearing the words "provincial police" or "provincial detective" or any other word, initials or inscription of like meaning, which might lead any person whomsoever to believe that the wearer or holder of such badge belonged to the provincial police or was a detective in the service of the provincial government, unless he does belong to such police force or is a detective in the said service of the Province. R. S. 1925, c. 169, s. 7.

Destitu-
tions.

8. Tout constable nommé en vertu de la présente loi peut être destitué par le juge, magistrat ou recorder qui l'a nommé et doit être destitué lorsqu'une demande à cette fin est présentée au nom du procureur général. S. R. 1925, c. 169, a. 8.

8. Every constable appointed under this act may be dismissed by the judge, magistrate or recorder by whom he was appointed, and must be dismissed upon application therefor in the name of the Attorney-General. R. S. 1925, c. 169, s. 8.

Nomina-
tions
avant
1921.

9. Tout constable ou constable spécial nommé avant le 19 mars, 1921 (date de l'entrée en vigueur de la loi 11 George V, chapitre 73), qui n'aurait pu être ainsi nommé sans le consentement préalable écrit du procureur général si les dispositions de la présente loi avaient été en vigueur, ne pourra plus exercer les pouvoirs et l'autorité d'un constable, après l'expiration de trois mois à compter de ladite date à moins qu'il ne soit nommé de nouveau conformément à la présente loi. S. R. 1925, c. 169, a. 9.

9. Every constable or special constable appointed before the 19th of March, 1921 (the date of the coming into force of the act 11 George V, chapter 73), who could not have been so appointed without the previous consent in writing of the Attorney-General if the provisions of this act had been in force, may no longer exercise the powers and authority of a constable, after the expiration of three months from such date, unless he be appointed again in accordance with the provisions of this act. R. S. 1925, c. 169, s. 9.

10. Quiconque :

Infrac-
tions.

1° Exerce les fonctions de constable ou de constable spécial sans porter un insigne indiquant clairement qu'il est constable ou constable spécial, selon le cas ; ou

10. Whosoever,—

1. Exercises the functions of a constable or special constable without wearing a badge clearly indicating that he is a constable or special constable, as the case may be ; or

2° N'étant pas membre de la police provinciale ou à l'emploi du gouvernement en qualité de détective, a en sa possession ou porte un insigne de constable ou de détective ou tout autre insigne de nature à faire croire qu'il fait partie du corps de la police provinciale ou est détective au service du gouvernement,

2. Not being a member of the provincial police or in the service of the government in the capacity of detective, has in his possession or wears a constable's or detective's badge or any other badge of a nature to lead the public to believe that he belongs to the provincial police force, or is a detective in the service of the government,—

Peines.

Est coupable d'une infraction aux dispositions de la présente loi, et passible, sur conviction sommaire, conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29), d'une amende de vingt-cinq dollars, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trois mois, et, au cas de récidive, d'une amende de cent dollars, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de six mois, ou de l'emprisonnement sans option d'amende. S. R. 1925, c. 169, a. 10.

Shall be guilty of an offence under the provisions of this act, and liable, on summary conviction, in accordance with the provisions of Part I of the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29), to a fine of twenty-five dollars, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for three months, and, for any subsequent offence, to a fine of one hundred dollars, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for six months, or to imprisonment without the option of a fine. R. S. 1925, c. 169, s. 10.

Penalties.